
RÉNOVATION THERMIQUE DE L'ÉCOLE ET
DE LA CANTINE DE VIDOUZE

1er tranche : de travaux : la cantine

2ème tranche de travaux : l'école

2 Costa de la Laousine - 65700 VIDOUZE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C C T P °)

Lot-00- CLAUSES COMMUNES

Maitrise d'ouvrage : COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR MADIRAN

Document établi par

Avril 2022

Atelier
d'architecture,
d'urbanisme et de
[dizajn] design



4, av Prosper Noguès 65200 BAGNERES DE BIGORRE Tel : 06 64 84 57 19

SOMMAIRE

1.	Normes	7
2.	1-Cahier des clauses techniques particulières	9
3.	Documents de référence contractuels.....	9
4.	Nature et qualité des matériaux et produits en général	10
5.	Obligations des entreprises concernant le chantier.....	10
6.	Responsabilités des entrepreneurs.....	11
7.	Tolérances dimensionnelles	12
6.	Dépenses d'intérêt commun - Compte prorata	12

CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

- Lot1- DEMOLITION-GROS ŒUVRE
-
- Lot2- ISOLATION PAR L'EXTERIEUR
- Lot 3- COUVERTURE - ZINGUERIE
- Lot 4- MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
- Lot 5- MENUISERIES INTERIEURES BOIS
- Lot 6- PLÂTRERIE - ISOLATION
- Lot 7- CARRELAGE
- Lot 8- ELECTRICITE
- LOT 9 – PLOMBERIE- CHAUFFAGE- VMC
- LOT 10 -PEINTURES - SOLS SOUPLES – NETTOYAGE

PRESENTATION

OBJET DU MARCHÉ :

L'opération projetée concerne la rénovation de l'école et de la cantine de VIDOUZE
(1er tranche de travaux Cantine)

NATURE DU MARCHÉ

Les marchés seront traités par lots séparés. Les travaux seront traités à prix forfaitaire ferme et définitif.

INTERVENANTS

Maître d'Ouvrage

: COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR MADIRAN

Président : Mr RE Frédéric

Adresse : Pôle des services publics - 21 place du Corps
Franc Pommiès - 65 500 VIC EN BIGORRE

Téléphone : 05 62 316884

E-mail : contact@adour-madiran.fr

Maîtrise d'Oeuvre

Nathalie Ott - Architecte D.P.L.G

Adresse 4 av Prosper Nogues -65 200 BAGNERES DE BIGORRE

Téléphone : 09 50 82 40 32

E-mail : nathalie.ott@architectes.org

Bureau d'étude fluides - Mr PAULMIER Julien

Adresse : 66 rue du chemin Vert- 65 500 VIC EN BIGORRE

Téléphone : 06 71 71 42 01

E-mail : contact.biee65@gmail.com

Coordonnateur SPS

: Non défini

Il est rappelé la réglementation essentielle applicable dans le domaine de la construction à laquelle les entrepreneurs seront soumis.

Réglementation des marchés

Marchés publics

On entend par "marchés publics", les marchés passés par: L'État et ses établissements publics
Les collectivités locales et leurs établissements publics

Ces marchés publics sont régis par :

Le CMP (Code des marchés publics), procédure adaptée (selon l'art. 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016) , marchés passés en lots séparés (en application de l'art.32 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'art.12 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016).

Le CCAG (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux). Le CCAG est applicable, quel que soit le type de maître d'ouvrage public.

Type de marché

Les présents marchés sont de type « à prix global forfaitaire ».

Le marché " à prix global forfaitaire » est celui où les prestations demandées à l'entrepreneur sont parfaitement définies par le maître d'ouvrage, et où le prix global est fixé par l'entrepreneur en bloc et à l'avance. Le dossier de consultation définit d'une manière précise l'objet du marché et les caractéristiques des travaux à prévoir. En cas d'incertitude ou s'il apparaît sur les documents du dossier de consultation des divergences, des omissions ou des erreurs, l'entrepreneur devra prendre tous renseignements qui lui paraissent nécessaires auprès des personnes ou organismes habilités. Le prix global forfaitaire indiqué par l'entrepreneur doit correspondre à des travaux livrés entièrement terminés. Ne peuvent pas être considérés comme « travaux supplémentaires » et donner lieu à paiements complémentaires tous les travaux et fournitures nécessaires pour livrer au maître d'ouvrage l'objet du marché en complet et parfait état d'achèvement. Il faut rappeler également que, dans ce type de marché, le devis ou cadre de décomposition du prix annexé à l'offre de l'entrepreneur n'a en général pas de valeur contractuelle, et que, dans le cas de divergences, seul le montant porté sur l'acte d'engagement ou sur la soumission est retenu par le maître d'ouvrage. Il est rappelé ci-dessous les textes essentiels à ce sujet.

Code civil - article 1793

Lorsqu'un entrepreneur est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit.

CCAG - Marchés publics - articles 10.2 et 11.22

Est prix forfaitaire tout prix qui rémunère l'entrepreneur pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché et qui ou bien est mentionné explicitement dans le marché comme étant forfaitaire, ou bien ne s'applique dans le marché qu'à un ensemble de prestations qui n'est pas de nature à être répété. Dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté ; les différences éventuellement constatées entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification dudit prix. En résumé, dans un marché à forfait, l'entrepreneur assume tous les aléas de l'exécution, qu'ils soient bons ou mauvais.

Règlementations générales

Règlementations générales applicables aux travaux L'entrepreneur est toujours tenu de respecter, dans l'exécution de ses travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires dans la mesure où ils concernent ses travaux, dont notamment les suivants :

- o Code civil
- o Code de la construction et de l'habitation
- o Code du travail
- o Règlement national d'Urbanisme (RNU)
- o Règlement sanitaire départemental et/ou national
- o Règlementations sécurité incendie
- o Textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers
- o Règlementations acoustiques, dont NRA
- o Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre
- o Textes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement
- o Textes concernant la limitation des bruits de chantier
- o Textes concernant les déchets de chantier
- o Législation concernant les travaux de désamiantage
- o Règlements municipaux et / ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier
- o Règles Véritas-Socotec

Et tous autres textes réglementaires et législatifs ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

Règlementations concernant la sécurité et la santé des ouvriers o Sécurité et

protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet. Sauf dans le cas d'intervention d'un seul entrepreneur sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra. Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers. Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. À ce sujet, il est rappelé l'autorité du coordinateur sur le chantier : en cas de non-respect des règles définies au PGCSPS et des PPSPS ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le coordinateur pourra mettre en demeure l'entreprise de remédier aux manques constatés, copie sera transmise au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre. Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé ci-dessus, le coordinateur en informera le maître d'ouvrage par écrit, qui statuera sur l'arrêt ou non de l'entreprise. En cas de risque grave et immédiat, le coordinateur aura autorité pour arrêter une entreprise si les règles de sécurité définies dans le PGCSPS, mettant en cause directement la vie des ouvriers, des usagers de la route ou des riverains, ne sont pas respectées. Le coordinateur disposera alors d'un délai de vingt-quatre heures pour donner son feu vert de redémarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise. Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les organismes associés (CRAM, inspecteur du travail, OPPBTP) et le contrôle extérieur si nécessaire seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de l'entreprise par fax, de tout arrêt des travaux, précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt. Dans ces deux cas, une mention sera effectuée dans le registre journal.

Sécurité des ouvriers lors des travaux de terrassement

L'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation à ce sujet : Décret no 65-48 du 8 janvier 1965 - Titre 4 et plus particulièrement les points suivants :

Article 64

"Avant tous travaux de terrassement à ciel ouvert, s'assurer auprès des services de voirie et des propriétaires de terrains de la présence de canalisations, vieilles fondations, terres rapportées, etc. Dans le cas de présence de canalisations, l'article 178 du décret du 8 janvier 1965 oblige la signalisation de ceux-ci et la présence d'un surveillant afin que la pelle mécanique ne s'approche pas à moins de 1,50 m de ceux-ci."

Article 66

"Les fouilles de plus de 1,30 m de profondeur et de largeur inférieure aux 2/3 de la hauteur doivent être blindées. Ces blindages doivent suivre l'avancement des travaux."

Article 73

"Il faut aménager une berme de 40 cm, dégagée en permanence de tout dépôt."

Article 75

"Les fouilles en tranchées ou en exécution doivent comporter les moyens nécessaires à une évacuation rapide des personnes, par exemple une échelle à proximité de la zone de travaux."

Article 76

"Lorsque les travailleurs sont appelés à franchir une tranchée de plus de 40 cm de largeur, des moyens de passage doivent être mis à leur disposition."

Sécurité des ouvriers contre les chutes

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

- Décret 65-48 du 8 janvier 1965 concernant l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail - Titre III
- DTU 43.3 de juin 1995 - Annexe B.

Pour les toitures réalisées en matériaux fragiles notamment, l'entrepreneur devra également prendre toutes dispositions pour garantir le personnel contre les chutes à travers la toiture, conformément à la réglementation en vigueur : recommandation R 191 du 10 juin 1981 de la CNAM.

Réglementations techniques

Les réglementations techniques qui régissent la plus grande partie des travaux, produits et procédés utilisés dans les travaux de bâtiment sont les suivantes :

- o Pour les travaux, produits et procédés traditionnels : Les documents techniques unifiés (DTU)
Les normes
Les règles ou recommandations professionnelles
- o Pour les produits et procédés « non traditionnels » ou « innovants » non couverts par les réglementations ci-dessus :
Avis Techniques
Agréments techniques européens
Procédure ATEx
Produits certifiés

Cahiers des charges de mise en œuvre établis
par les fabricants Procédure d'avis de chantier
Documents techniques unifiés - DTU - CCTG DTU : applicables aux marchés privés.

CCTG : DTU approuvés par décret, pour les marchés publics.

Il n'existe pas d'obligation légale générale de respect des DTU/CCTG, mais l'obligation contractuelle de respect de ces documents est pratiquement systématique dans les marchés.

Marchés publics

Dans le cadre du respect du Code des marchés publics, le respect des CCTG approuvés par décret est obligatoire. Pour les DTU devenus normes même non approuvées CCTG, leur respect est obligatoire compte tenu de leur statut de norme. En ce qui concerne le CCS (cahier des clauses spéciales) aux marchés privés associé à un DTU, il n'est pas applicable aux marchés publics, sauf dérogation expresse dans les documents particuliers du marché.

Obligations par les assureurs du respect des DTU

L'association française des assureurs construction (AFAC), intégrée depuis le 22 mai 1996 dans l'APSAD (Assemblée plénière des sociétés d'assurances dommages), a défini qu'étaient couverts dans le cadre du contrat de responsabilité décennale en risque normal : un ouvrage traditionnel réalisé par une entreprise qualifiée dans le cadre des spécifications des DTU, ou d'autres documents reconnus par l'AFAC et maintenant l'APSAD.

1. NORMES

Marchés publics

Les normes françaises et les normes européennes qui y sont intégrées, lorsqu'elles sont homologuées, ont été rendues applicables par décrets.

Règles ou recommandations professionnelles

Certains organismes professionnels ont édicté des règles professionnelles ou des recommandations professionnelles, qui définissent et précisent, en l'absence de DTU, les règles de l'art et les modalités d'exécution de leur domaine. Le respect de ces règles ou recommandations, sauf pour celles figurant sur la liste de l'APSAD, n'a pas de caractère obligatoire, sauf mention expresse dans les documents particuliers du marché.

Avis Techniques

Les matériaux, équipements ou procédés de construction nouveaux, non couverts par les DTU et normes, peuvent faire l'objet de procédure d'Avis Technique, avec certificat de suivi et de marquage. Pour tous les matériaux, équipements ou procédés de construction faisant l'objet d'une procédure d'Avis Technique, les assureurs ne prennent en garantie que ceux titulaires de cet Avis Technique. Dans certains cas, les assureurs peuvent, en plus de l'Avis Technique, imposer des conditions particulières. Dans le cas de mise en œuvre de matériaux, équipements ou procédés de construction soumis à Avis Technique, l'entrepreneur aura intérêt à prendre contact avec son assureur à ce sujet. Au sujet des Avis Techniques, le CCAG - Travaux privés énonce en son article 5.2.1 que l'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux est subordonné soit à un Avis Technique soit à un accord expressément constaté des parties.

Agréments techniques européens

Mêmes principes que pour les Avis Techniques, et l'entrepreneur devra également s'assurer auprès de sa compagnie des conditions de prise en garantie.

Procédure ATEX

Dans le cas d'un matériau, équipement ou procédé de construction nouveau ne faisant pas l'objet d'une procédure d'Avis Technique, l'obtention d'un Avis Technique exigé par les assureurs doit être demandée par l'entrepreneur. Le délai d'obtention de cet Avis Technique étant très long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite procédure ATEX (appréciation technique d'expérimentation). Cette procédure ATEX aboutit dans un délai de l'ordre de 2 mois à compter de la présentation du dossier auprès du CSTB.

Produits certifiés

De nombreux produits, matériaux et équipements sont titulaires de «certificats de qualification », ces produits, matériaux et équipements sont dits " certifiés ». Ces produits certifiés comportent un marquage clairement visible avec le sigle correspondant NF - CTB - ATG - QUALIF - CEKAL - ACERFEU - etc., ainsi que CE. Ces marques de qualité sont exigées:

- o Pour les marchés publics dans tous les cas
- o Pour les organismes de contrôle technique et les assureurs

- Soit la certification

- Soit des justifications apportant les preuves que le produit est équivalent, ces justifications étant à la charge de l'entrepreneur.

Autres obligations

Le maître d'ouvrage peut imposer à l'entrepreneur d'autres obligations, entre autres :

- o Le respect d'un cahier des charges de mise en œuvre établi par le fabricant.

Ce cahier des charges de mise en œuvre établi par le fabricant doit être, pour être applicable, accompagné d'un rapport établi par un organisme agréé. Le respect de ce cahier des charges fait partie des prix du marché de l'entrepreneur :

- o La procédure d'urgence d'agrément d'un matériau ou procédé de construction nouveau, dite« avis de chantier». S'il s'avère impératif de mettre en œuvre sur le chantier, pour une ou autre raison, un matériau ou procédé de construction nouveau non prévu à l'origine, l'entrepreneur doit engager une procédure d'urgence d'agrément pour obtenir un « avis de chantier », qui peut être établi par un organisme de contrôle agréé. Les frais de cette procédure sont à la charge de l'entrepreneur dans le cas où il est le responsable de cet impératif de remplacement de matériau ou procédé de construction

; dans le cas contraire, ils sont à la charge du maître d'ouvrage.

- o Connaissance des réglementations et des documents contractuels

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché. En ce qui concerne les DTU - CCTG, il faut entendre tous les fascicules, additifs, erratas, modificatifs, etc. connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

- o Dates de prise d'effet des CCAG - CCTG - DTU - normes - etc.

Pour les marchés publics - article 3.11 du CCAG, les textes des CCTG et CCAG à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix définis au 45 de l'article 10. Pour les marchés privés - article 5.1.3 du CCAG, les DTU et normes applicables sont ceux dont le mois de prise d'effet figurant sur le document est antérieur de trois mois à celui du lancement de la consultation, sauf indication contraire mentionnée dans les DTU et normes.

o Ordre de préséance

Dans le cas éventuel de divergences ou discordances implicites ou explicites entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU et des normes, il est précisé, en ce qui concerne les DTU ou normes :

Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront

Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du CCTP qui prévaudront.

Pour ce qui est des textes " consistance des travaux. , ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les DTU, ce sont toujours les spécifications du CCTP qui prévaudront.

2. 1-CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir

Les clauses communes à tous les lots : présent document

Les cahiers des clauses techniques particulières : un document par lot.

L'ensemble de ces documents, même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le CCTP contractuel.

Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif. En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues. Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant et notamment les CCTP de tous les lots. À ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas, un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le CCTP contractuel. En tout état de cause, il est précisé que, dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'œuvre.

3. DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS

Obligations contractuelles

Seront documents contractuels, pour l'exécution des présents marchés, tous les documents énumérés ci-dessous : o Marchés publics

Seront documents contractuels pour les présents marchés :

Uniquement les documents DTU et les documents ayant valeur de DTU devenus CCTG approuvés par décret et figurant sur la liste des fascicules interministériels CCTG

Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'APSAD et figurant sur la liste (cf. Annexe 3)

Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages Toutes les normes NF concernant les ouvrages des présents marchés, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Les DTU et les documents ayant valeur de DTU non CCTG, mentionnés dans le CCTP des différents lots, ne sont donnés qu'à titre indicatif non contractuel.

Seront documents contractuels pour les présents marchés :

Tous les documents DTU et les documents ayant valeur de DTU, qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non, y compris ceux qui n'ont pas fait l'objet d'un fascicule interministériel CCTG et ceci par dérogation du code des marchés publics, ces documents sont les suivants :

Les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses

techniques (CCT) Les règles de calcul

Les mémentos, guides, instructions, etc.,

Tous les autres documents ayant valeur de DTU

Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'APSAD et figurant sur la liste (cf. Annexe 3)

Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages Toutes les normes NF concernant les ouvrages des présents marchés, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Les cahiers des clauses spéciales (CCS) des DTU sont applicables uniquement aux marchés privés et ne sont pas documents contractuels pour les marchés publics. En ce qui concerne toutefois les articles « consistance des travaux » ou

« étendue des travaux » figurant dans les CCTP ci-après de certains lots et faisant référence aux CCS, les textes de ces articles sont, par dérogation, contractuels pour les marchés publics.

4. NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS EN GENERAL

Les matériaux et produits devant être mis en oeuvre dans les ouvrages devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après. Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents. Les matériaux et produits dits " non traditionnels " ou " innovants", non prévus dans les DTU et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN, devront selon le cas :

Faire l'objet d'un Avis Technique ou d'un agrément

technique européen Être admis à la marque NF

Être titulaires d'une Certification ou d'un Label

Avoir reçu un avis de chantier (procédure d'urgence)

Pour les matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus :

La procédure d'obtention de l'Avis technique devra être lancée par l'entrepreneur

Dans le cas où cette procédure d'obtention de l'Avis Technique exige un délai trop long, l'entrepreneur peut faire appel à une autre procédure dite « procédure ATEx » (appréciation technique d'expérimentation, qui aboutit dans un délai de l'ordre de 2 mois à compter de la date de présentation du dossier au CSTB)

À défaut, dans le cas où le délai d'exécution contractuel ne permettrait pas le lancement de cette procédure, l'entrepreneur pourra demander à ses assureurs, et au bureau de contrôle le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant tous justificatifs apportant les épreuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence. En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en oeuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

5. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES CONCERNANT LE CHANTIER

Installations de chantier

L'entreprise de Gros-Œuvre, ou l'entreprise principale le cas échéant, devra établir un plan d'installation de chantier, en accord avec toutes les entreprises intervenant sur le chantier et conforme aux dispositions du planning. Ce plan sera

soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du coordinateur d'hygiène et sécurité. Après approbation, les entreprises seront autorisées à procéder à l'installation du chantier.

Emplacements de stockage

Les emplacements de stockage seront disposés à un ou plusieurs endroits déterminés en accord avec le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Barrières de chantier - Éclairage

L'entreprise visée ci-dessus installera toutes les clôtures et protections nécessaires et assurera l'éclairage du chantier et des palissades si nécessaire. Elle installera également tous les panneaux d'interdiction d'accès du chantier au public, signalisation... conformes aux règlements généraux de sécurité en vigueur, tant administratifs que particuliers, sans aucune clause limitative. Il est rappelé, d'autre part, que chaque entreprise sera responsable de toutes les infractions aux règlements de police. Elle devra fournir, poser et entretenir le panneau de chantier selon les indications du maître d'œuvre.

Sécurité sur le chantier

Chaque entreprise est tenue, pour ce qui la concerne, d'assurer l'ordre et la propreté du chantier ainsi que la sécurité réglementaire, aussi bien vis-à-vis des tiers que du personnel travaillant sur le chantier. La zone de travaux devra être parfaitement signalisée et interdite au public, l'entreprise prenant à cette fin toutes dispositions utiles (mise en place de platelage, garde-corps en bordure de fouilles, etc.).

Nuisances de chantier

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet. Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier
- Les poussières générées
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier
- Les salissures des voies publiques.

En ce qui concerne les bruits de chantier, se reporter à l'Annexe 1. Recommandations de la Commission centrale des marchés pour les marchés publics La CCM a établi la recommandation T1-91 dénommée recommandation aux maîtres d'ouvrage public pour assurer le bon aspect et la propreté des travaux en site urbain. Ce document d'une portée générale traite essentiellement les nuisances au voisinage des chantiers concernant circulation, salissures, bruits, poussières, etc. Ce document est cité ici à titre de conseils aux entreprises, il n'a aucun caractère contractuel. Ce document est contractuel.

Traitement des déchets de chantier

Les déchets de chantier devront être gérés et enlevés par les entrepreneurs d'une manière strictement conforme à la réglementation en vigueur à ce sujet.

6. RESPONSABILITES DES ENTREPRENEURS

- **Chaque entrepreneur sera responsable**, pendant toute la durée du chantier, des dégâts qui pourraient survenir du fait des travaux aux bâtiments existants, aux propriétés voisines et aux tiers. Il devra de ce fait faire procéder à tous les travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires dans le délai fixé par le maître d'œuvre, qui, si ce délai n'est pas respecté, pourra les faire exécuter immédiatement aux frais de l'entreprise responsable, sans qu'il soit besoin de mise en demeure. Dans le cas où le responsable ne peut être connu, le maître d'œuvre fera exécuter les travaux, et les frais seront portés au compte prorata.
- **Dégradations causées aux ouvrages finis**
Dès la constatation de dégradations causées à ses ouvrages, l'entrepreneur signale au maître d'œuvre les nettoyages spéciaux, réfections, réparations ou remplacements de l'ouvrage ou partie d'ouvrage qui sont rendus nécessaires par des salissures profondes ou par des dégradations causées par les autres corps

d'état travaillant sur le chantier. Les frais occasionnés à l'entrepreneur pour la remise en état sont récupérables par application des dispositions les articles 11.2 de la norme NF P 03-001 de décembre 2000, ci-avant mentionnée, et 3.1 de son annexe A dans le cas où le responsable des dégâts a été identifié, et 11.31 de ladite norme dans le cas où ces dégâts relèvent du compte prorata

7. TOLERANCES DIMENSIONNELLES

Les valeurs des tolérances dimensionnelles des ouvrages finis sont précisées

dans les : Normes

DTU/CCTG

Règles professionnelles.

Les entrepreneurs devront, pour leurs ouvrages, respecter strictement ces tolérances. Dans le cas de dépassement de ces tolérances dimensionnelles, le maître d'œuvre pourra refuser l'ouvrage et exiger son remplacement.

6. DEPENSES D'INTERET COMMUN - COMPTE PRORATA

Les dépenses d'intérêt commun et le compte prorata seront traités selon les dispositions du chapitre 12 du CCAG - Travaux privés - norme NF P 03-001, ci-avant mentionnée. À défaut de dispositions similaires dans la réglementation des marchés publics, ces marchés seront traités selon le Chapitre 12 de la norme susvisée. Il est rappelé, à ce sujet, les dispositions du Chapitre 12 et les Annexes A - 8- Cet D du CCAG - norme NF P 03-001 (ci-avant mentionnée), dont notamment les articles suivants :

Définition

Lorsque plusieurs entrepreneurs, ayant ou non un lien juridique entre eux, concourent à la réalisation d'un même ouvrage, certains d'entre eux sont amenés à exposer des dépenses dans l'intérêt commun. Ces dépenses sont, conformément à l'article 6.12, couvertes par le prix du marché.

Imputation

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par l'annexe A ou B de la présente norme sont inscrites à un compte spécial dit " compte prorata », géré et réglé comme il est dit ci-dessous. Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché. Le cahier des clauses administratives particulières peut prévoir que certaines prestations d'intérêt commun, qu'il énumère, sont fournies par le maître d'ouvrage.

Gestion et règlement du compte prorata

Les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées, en l'absence de convention particulière, par l'annexe C du présent cahier des clauses administratives générales. Si une convention particulière est conclue, copie de cette convention est adressée pour information au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte prorata. Dans le mois qui suit la date limite de remise du mémoire définitif au maître d'œuvre, la personne chargée de la tenue du compte prorata adresse à ce dernier une attestation faisant apparaître la situation de chaque entrepreneur vis-à-vis du compte prorata. Cette attestation, que le maître d'œuvre joint au décompte définitif adressé au maître d'ouvrage :

o Soit déclare que l'entrepreneur est en règle quant à ses obligations au titre du compte prorata
Soit indique la somme dont celui-ci est encore redevable à ce titre.